



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Mission d'élaboration et de suivi-animation du plan de
sauvegarde de la copropriété 92 logements à Mantes-la-Jolie
dans le cadre de l'ORCOD-IN

Table des matières

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	4
1 OBJET DU MARCHE	4
2 NATURE DU MARCHE.....	4
3 FORME DU MARCHE	4
- MISSION D'ÉLABORATION.....	4
- MISSION DE SUIVI-ANIMATION.....	4
- MISSION DE COORDINATION ET DE PILOTAGE	4
NOTA : LE DÉTAIL DES MISSIONS EST INDIQUÉ DANS LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.	5
- ACCOMPAGNEMENT DE LA COPROPRIÉTÉ DANS LA PROCÉDURE CONTRE RB COPRO	5
- MESURES ASLL (ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIÉ AU LOGEMENT).....	5
- TRAVAUX DE STATIONNEMENT ET DE RÉSIDENTIALISATION	5
- ACCOMPAGNEMENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA SCISSION	5
4 TITULAIRE DU MARCHE.....	5
4.1 SOUS-TRAITANCE	5
4.1.1 Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché	5
4.1.2 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché	6
5 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES	6
CHAPITRE II -MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 DEFINITION DES PRESTATIONS.....	7
6.2 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
6.2.1 Durée	7
6.2.2 Délais d'exécution.....	7
6.2.3 Prolongation du délai d'intervention	7
6.3 DISPOSITIFS ENVIRONNEMENTAUX.....	8
6.3.1 Déplacements	8
6.3.2 Documents / Données	8
6.4 CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	8
7 COLLABORATION ENTRE LES PARTIES	12
7.1 INFORMATION ET MOYENS D'EXECUTION	12
7.2 INTERVENANTS	12
7.3 OBLIGATION DE DISCRETION ET SECRET PROFESSIONNEL.....	13
7.4 LIEUX D'INTERVENTION	13
7.5 OBLIGATION DE RESULTAT	14

8	RESPONSABILITES DU TITULAIRE	14
8.1	GENERALITES	14
8.2	RESPONSABILITE RELATIVE A LA CONDUITE DES PRESTATIONS	14
8.3	MISE EN REGIE	14
	CHAPITRE III- CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES	15
9	PRIX ET MODE D’EVALUATION DES PRESTATIONS.....	15
9.1	FORME DES PRIX.....	15
9.2.	POURSUITE DU MARCHÉ EN CAS DE DEPASSEMENT DU MONTANT INITIAL.....	15
9.3.	REVISIONS DES PRIX.....	16
9.4.	DEMANDE DE REVISION	16
9.5	TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	17
9.6	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	17
10	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	18
10.1	AVANCE	18
10.2	LES ACOMPTES	19
10.3.	PAIEMENT	20
10.4	INTERETS MORATOIRES	21
11	MONNAIE DE COMPTE DU MARCHÉ.....	22
12	VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT	22
13	PENALITES.....	22
13.1.	GENERALITES	22
13.2.	PENALITES POUR RETARD	22
13.3.	PENALITES RELATIVES AU SUIVI DU PROJET PAR LE TITULAIRE	23
13.4.	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	23
13.5	PENALITES RELATIVES AU RGPD	23
13.6	PENALITES POUR NON-RESPECT DE L’ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL.....	23
	CHAPITRE IV - RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE.....	24
14	RESILIATION	24
A.	RESILIATION POUR FAUTE	24
B.	RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	24
15	ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	25
16	ACHEVEMENT DE LA MISSION	25
17	REGLEMENT DES LITIGES	25
18	ASSURANCE	25
19	MODIFICATIONS DU MARCHÉ.....	25
	CHAPITRE V - CLAUSES DIVERSES	26

20	DISPOSITIONS PARTICULIERES	26
20.1.	NON VALIDITE PARTIELLE.....	26
20.2.	REFERENCE	26
20.3.	ANNEXES AU MARCHE	26
20.4.	LANGUE	26
20.5.	DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	26
21	RGPD.....	27
22	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	28

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

1 OBJET DU MARCHE

L'objet du présent marché est une mission d'élaboration et de suivi-animation du plan de sauvegarde de la copropriété 92 logements à Mantes-la-Jolie dans le cadre de l'ORCOD-IN.

Allotissement :

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le marché projeté ne sera pas alloté car la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. En effet, le présent marché n'est pas alloté, puisqu'il s'agit d'une seule mission portant sur une unique copropriété. De plus, un marché public unique permet de garantir une cohérence dans l'exécution des missions complexes et éviter des coûts supplémentaires de coordination.

2 NATURE DU MARCHE

La nature du marché public projeté est la suivante : **un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la commande publique.**

Le marché public projeté est un marché de services au sens de l'article L. 111-4 du Code de la commande publique. Ce marché est soumis, sauf dérogation, au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document.

3 FORME DU MARCHE

Le présent marché est un marché composite. Conformément à l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique, les prix du marché seront pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaire.

La partie forfaitaire comprend les missions suivantes :

- Mission d'élaboration du plan de sauvegarde
- Mission de suivi-animation du plan de sauvegarde
- Mission de communication, coordination et de pilotage

Nota : Le détail des missions est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

En application des articles R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique, la partie à bons de commandes, correspond aux prestations suivantes :

- Accompagnement de la copropriété dans la procédure contre RB Copro
- Mesures ASLL (Accompagnement social lié au logement)
- Travaux de stationnement et de résidentialisation
- Accompagnement dans la mise en œuvre de la scission

La partie à bons de commandes est déclinée en prix unitaire sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 121 000 €HT sur toute la durée du marché.

Les prestations seront exécutées selon les besoins de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, par l'émission de bons de commande successifs notifiés au titulaire et ce jusqu'au dernier jour de validité du marché.

4 TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "l'entrepreneur" sont précisées à l'article II de l'Acte d'Engagement.

4.1 Sous-traitance

Conformément aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

4.1.1 Demande de sous-traitance faite avant la conclusion du marché

Le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant au minimum les éléments suivants :

- La nature des prestations ou travaux pour laquelle la sous-traitance est envisagée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accès aux marchés publics ;
- Les divers certificats fiscaux et sociaux ;
- L'attestation d'assurance du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.1.2 Demande de sous-traitance présentée en cours de marché

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

5 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, dans l'ordre de priorité décroissant, les suivantes :

Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et son annexe RGD ;
- La pièce financière comprenant :
 - Le Bordereau des prix unitaires
 - La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Pièces générales

- Le Code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document est désigné « CCAG-PI » dans la suite de ce présent document ;
- Les CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) et d'une façon générale les règles et recommandations professionnelles ;
- Toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché. Le marché est soumis aux normes françaises applicables à sa date de notification. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

- Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties ;
- Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché ;

- Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

CHAPITRE II -MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Définition des prestations

La description des prestations est indiquée dans le C.C.T.P.

6.2 Durée du marché et délais d'exécution

6.2.1 Durée

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 6 ans à compter de sa date de notification.

6.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution impartis au titulaire sont rappelés ci-après. Cette liste n'est pas exhaustive et l'ensemble des délais prévus au CCTP s'appliquent :

Concernant la partie à prix global et forfaitaire :

Elaboration et rédaction du plan de sauvegarde : 1 an à compter de la notification du marché, hors délai de validation

Suivi-animation du plan de sauvegarde : 6 ans à compter de la notification du marché,

Pilotage et coordination : 6 ans à compter de la notification du marché.

Concernant la partie à bons de commande :

Les délais d'exécution des prestations seront spécifiés dans les bons de commandes.

6.2.3 Prolongation du délai d'intervention

Si des retards dans l'exécution des prestations se produisaient en raison de cas de force majeure, il appartiendrait au titulaire d'en avertir aussitôt le représentant du pouvoir adjudicateur afin de prendre les mesures pour remédier à cette situation temporaire d'un commun accord et dans les plus brefs délais.

6.3 Dispositifs environnementaux

6.3.1 Déplacements

Pour se déplacer, le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur. Les véhicules relèvent de préférence de la vignette Crit'Air1. Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les préconisations décrites ci-dessus.

6.3.2 Documents / Données

Il est demandé au titulaire d'optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés via un « cloud » ou par un service de transferts de fichiers type « WeTransfer » plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.

Il est également demandé au titulaire d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages).

Enfin, le titulaire est invité, de manière générale, à adopter des pratiques écologiques : compresser les documents avant envoi, éteindre les caméras lors des visioconférences quand cela n'est pas nécessaire, etc.

6.4 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'EPF Ile de France a décidé de faire application des dispositions des articles **L 2112-2 à 4 du code de la commande publique** en imposant des heures d'insertion en incluant, dans celui-ci, une clause sociale obligatoire. Pour l'exécution du marché, l'entreprise titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

○ **Objet de l'insertion :**

Le titulaire s'engage à réserver, dans l'exécution du marché, un minimum de **245heures d'insertion** à des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières :

○ **Les personnes concernées, en regard des articles L 5132-1 et L 5132-13 du Code du Travail par cette action sont notamment :**

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage), sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois au cours des 12 derniers mois)
- les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,

- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP)
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes,
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH),
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans)
- les personnes prises en charge par les structures de l'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code de travail¹ ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Établissements Publics d'Insertion et de la Défense (EPIDE), les Écoles de la deuxième chance (E2C),
- les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire, régie d'établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- 'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur/la facilitatrice territorial(e) peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières. Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité du public doit être validée avant la mise en emploi par le facilitateur ci-après désigné.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion :

Le titulaire désignera un référent qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur. Un projet d'insertion sera proposé par l'attributaire à l'attribution du marché. Ce projet ou mémoire d'insertion précise les modalités mises en œuvre par l'attributaire pour réaliser le volume d'heures d'insertion attendu.

L'attributaire s'engage au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après.

Le document sera remis au moment de la préparation ou au démarrage du marché. Un tuteur sera nommé pour l'accueil et le suivi du candidat en entreprise.

Au cours de la prestation, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées dans le cadre du marché. Dans le cadre de son engagement, plusieurs modalités d'exécution sont offertes à l'entreprise :

- **1^{ère} possibilité** : l'embauche directe (CDI, CDD, contrats aidés, contrats en alternance). Les heures seront réalisées par recrutements issus du turn-over, des créations d'emploi, des maladies, des congés...
- **2^{ème} possibilité** : la sous-traitance ou la cotraitance d'une partie des prestations à une structure d'insertion par l'activité économique ou une structure du handicap. Le titulaire sous-traite à une entreprise ou un chantier d'insertion, une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH) une entreprise adaptée ou un ESAT, qui, employant le public-cible, met en œuvre l'action d'insertion. Les régies de quartiers peuvent aussi être mobilisées ;
- **3^{ème} possibilité** : la mise à disposition de personnel par une association intermédiaire, une entreprise de travail temporaire d'insertion, une entreprise de travail temporaire (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail), une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA) ou un groupement d'employeurs pour l'insertion ou la qualification (GEIQ).

Les personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire et reconnues éligibles à la clause d'insertion, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause d'insertion, selon les règles définies par le facilitateur.

Un responsable interne désigné sera chargé du suivi des actions d'insertion et œuvrera au sein de l'entreprise à la bonne réalisation des parcours d'insertion. Ce référent sera l'interlocuteur du facilitateur en matière d'insertion. Il suivra l'ensemble de l'action, de la mise en place avec les partenaires du territoire à l'évaluation.

Il transmettra les informations nécessaires au suivi de l'action et à l'évaluation des actions, de façon mensuelle.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec **le facilitateur**.

○ **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales :**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par le facilitateur.

Suite à l'attribution du marché et préalablement à sa signature et la notification par la personne responsable du marché, il sera organisé une réunion entre le prestataire le facilitateur, afin de préciser les modalités d'exécution et de remplir l'annexe prévue à l'acte d'engagement.

Le facilitateur se tiendra à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission :

- d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- d'accompagner l'entreprise dans la définition de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences) ;
- d'identifier et de positionner, en lien avec les structures prescriptrices, le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion et organiser le suivi des publics en emploi ;

- d'informer et d'orienter le cas échéant sur l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE) du territoire concerné par la spécificité du marché ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

○ **Identité du facilitateur :**

Le facilitateur identifié est Mme Pascale RENARD

Facilitatrice Clauses insertion Nord Yvelines / Agence d'insertion Hauts-de-Seine & Yvelines

- Tél : 01.61.31.25.11 / 07.62.82.23.67
- contact@agence-activity.fr / prenard@agence-activity.fr

○ **Suivi du dispositif et bilan :**

Le titulaire du marché remettra mensuellement au maître d'ouvrage et au facilitateur ci-dessus désigné les justificatifs (contrats, relevés d'heures, attestation) liés à la clause sociale d'insertion. Dans un souci de pérennisation de l'emploi, si le titulaire choisit de faire réaliser un certain nombre d'heures à travers le recours à la sous-traitance, il devra remettre au maître d'ouvrage et au facilitateur le projet d'insertion réajusté et la ventilation des heures choisie.

A défaut du projet réajusté, le maître d'ouvrage se réserve le droit de ne pas valider les heures réalisées dans ce cadre.

En tout état de cause, le titulaire doit informer, le plus rapidement possible, le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre. A l'échéance du marché, le titulaire devra fournir au maître d'ouvrage le tableau récapitulatif des heures d'insertion réalisées attestées par le facilitateur.

⇒ **La globalisation des heures d'insertion :**

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur qui suit la clause, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion dans le cadre territorial d'insertion du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales mentionné au présent article :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise en poste du salarié et les heures d’insertion réalisées dans le délai d’exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

7 COLLABORATION ENTRE LES PARTIES

7.1 Information et moyens d’exécution

L’EPFIF s’engage à fournir au titulaire toutes les informations qu’il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l’exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l’exécution du marché.

7.2 Intervenants

Conformément à l’article 3.4.3 du CCAG–PI, le titulaire s'engage à mettre à disposition pendant toute la durée du marché, les collaborateurs nommément identifiées. Les intervenants affectés par le titulaire à la réalisation du présent marché sont ceux qui ont été présentés et identifiés par le titulaire dans sa proposition (avec curriculum vitae). Le titulaire soumet à l'accord de l’EPFIF, conformément à son mémoire technique, la composition de l'équipe dédiée – sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences affichées - en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs.

Le prestataire met en place, une équipe dédiée, stable, compétente, expérimentée et qualifiée, placée sous la responsabilité du directeur de projet, et conforme à son offre, tant au niveau de la qualification que de la durée d’affectation.

En fonction de l’évolution des prestations, le titulaire devra adapter les moyens en ressources humaines dédiés au marché.

La réussite de cette mission exige de la réactivité face aux différentes saisines, leur volume et le suivi des calendriers d’exécution contraints.

Si cette ou ces personne(s) n'est / ne sont plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

→ en informer sans délai par courriel l'acheteur avant le départ effectif du collaborateur remplacé et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

→ proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

A cet effet, il présente le détail des attributions et rôles respectifs de chaque collaborateur remplacé, la nouvelle composition de l'équipe dédiée et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours calendaires courant à compter de la réception de la communication

mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée. Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI (résiliation pour faute du titulaire).

Outre la demande formulée par le titulaire, les modifications de l'équipe dédiée peuvent être réalisées à la demande expresse de l'EPFIF en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant.

Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de l'EPFIF, par courriel, quinze (15) jours calendaires minimum avant le départ effectif de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe en :

- Précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe ;
- Joignant les curriculum vitae de chacun des intervenants concernés.

L'EPFIF peut récuser ou accepter la nouvelle composition de l'/des équipe(s).

7.3 Obligation de discrétion et secret professionnel

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire du présent marché s'engage à garder strictement confidentielles les informations et documents concernant chacune des parties, de toute nature, communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent marché et de son exécution.

Ces informations et documents, ainsi que les clauses du présent marché, ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la ou les Partie(s) qui sont à l'origine des informations ou documents.

Les Parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par l'ensemble de leurs préposés, ainsi que par toutes personnes associées aux prestations intervenant dans le cadre du présent marché.

7.4 Lieux d'intervention

Les interventions seront réalisées dans les locaux de l'EPFIF à Paris, Mantes-la-Jolie, Clichy-sous-Bois, Villepinte et Grigny et en tous lieux nécessitant la réalisation de la mission.

7.5 Obligation de résultat

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à la parfaite exécution de son marché.

8 RESPONSABILITES DU TITULAIRE

8.1 Généralités

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui, de ce fait, pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets – lois en vigueur.

8.2 Responsabilité relative à la conduite des prestations

Pour rappel, le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. A ce titre, les personnes physiques chargées de l'exécution de la mission doivent être désignées. Il est précisé que le choix du titulaire ayant été notamment fait au regard des compétences et références des personnes physiques mentionnées dans l'offre, le titulaire a l'obligation d'affecter ces personnes physiques à l'exécution du présent marché. Tout remplacement des personnes physiques est soumis à l'accord du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, les nouvelles personnes physiques devront au minimum avoir des qualifications et expériences professionnelles équivalentes aux personnes physiques désignées dans l'offre.

La passation des consignes entre l'ancien coordonnateur et le nouveau est à la charge du titulaire.

8.3 Mise en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

CHAPITRE III- CONDITIONS FINANCIERES ET REGLEMENT DES COMPTES

9 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

9.1 Forme des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et les dépenses de l'entreprise indiquées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Les prix s'entendent :

- forfaitaires et unitaires ;
- révisables chaque année (12 mois après la notification du marché) ;
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont exprimés hors TVA. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également.

Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet du marché. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, l'assurance des personnes, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par l'EPFIF, etc.

Pour la partie à prix unitaires, chaque bon de commande précisera :

- Les nom et adresse du titulaire du marché ;
- Le numéro de marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Les références des prestations à effectuer (quantités et désignations) ;
- Le cachet du service émetteur de l'EPF Ile-de France ;
- Les nom, les coordonnées de la personne chargée du suivi de la commande ;
- Les délais ou la date de réalisation de la prestation ;
- L'adresse du service où envoyer la facture ;
- La date et la signature de la Personne habilitée à signer le bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire conformément à l'article 3.7 du CCAG-PI, par tout moyen permettant d'attester de la date de réception (ex : par courriel, courrier avec accusé de réception).

A noter : Le titulaire ne devra commencer aucune prestation sans être en possession d'un bon de commande de l'EPFIF dûment signé par le secrétariat général. A défaut l'EPFIF sera en droit de refuser le paiement de prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

9.2.

Poursuite du marché en cas de dépassement du montant initial

Conformément aux articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prendre une décision de poursuivre en cas de dépassement du montant initial du marché.

9.3. Révisions des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois m_o fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix indiqués seront révisables à l'échéance de la 1^{ère} période de 12 mois, décomptée à partir de la date de notification du marché.

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice ingénierie ING – Base 2010.

Les prix seront révisables à la date anniversaire de la notification du marché, établissant ainsi de nouveaux prix fermes.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$C = 0,125 + 0,875 * I_m/I_o$$

Dans laquelle :

I_o : indice ingénierie du mois m_o (dernier indice publié au mois d'établissement du prix indiqué sur l'acte d'engagement soit le mois de janvier 2025) ;

I_m : indice ingénierie du mois m (dernier indice publié (disponible) au mois de janvier de l'année de reconduction, correspondant au mois à compter duquel s'applique le prix nouveau).

9.4. Demande de révision

La demande de révision doit être accompagnée de toute information (notamment la valeur des indices) nécessaire au contrôle des calculs, sous peine d'irrecevabilité. Cette demande de révision peut être présentée à l'occasion d'une demande de paiement.

La demande de révision doit parvenir au plus tard dans les six (6) mois suivants la date d'anniversaire du marché. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir renoncé à la révision.

A ce titre, aucune demande de révision des prix ne peut être acceptée à l'expiration du délai susmentionné, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur.

La demande de révision est instruite par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois à compter de sa transmission. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté la demande de révision des prix.

Dans cette hypothèse, les prix sont révisés de plein droit sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Après les opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur doit accepter la demande de révision dès lors que le titulaire du marché a procédé à une application fidèle de la formule de révision. La décision d'acceptation valant révision des prix est notifiée au titulaire par courrier ou autre sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

9.5 Taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

9.6 Paiement des sous-traitants

➤ Désignation des sous-traitants

Les dispositions du Code de la commande publique s'appliquent.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Lors de la remise de l'offre, les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par la personne responsable du Marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-PI. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG PI, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande, dans **les huit jours**. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation huit jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité journalière de **1 /3 000** du montant HT du marché.

Modalités de paiement direct

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra comporter au minimum les mentions suivantes :

- Le nom du titulaire et du sous-traitant ;
- Les références de l'acte spécial : n°, montant TTC, taux de TVA, prestations sous-traitées, mois des prestations sous-traitées ;
- La numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial) ;
- le montant HT, le montant et le taux de la TVA ainsi que le montant TTC à régler directement (montant en euros) ;
- L'état récapitulatif des règlements déjà effectués ;

- Le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la TVA.

10 REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

10.1 Avance

C'est l'option B du CCAG-PI qui s'applique.

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il devra stipuler sa renonciation sur l'acte d'engagement ou en informer le pouvoir adjudicateur par courrier au plus tard à la date de notification du marché.

Pour rappel, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées dans le code de la commande publique.

➤ Conditions de versement de l'avance

Une avance pourra être accordée au titulaire à la condition que :

- La durée d'exécution soit supérieure à deux mois.

L'avance est fixée à 5% du montant initial TTC. Elle sera versée au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché et/ou du bon de commande conformément aux dispositions des articles 1 et 2-III du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique*.

Cette avance sera calculée et remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Pour la partie à bon de commande, une avance pourra être accordée au titulaire du présent marché à la double condition que :

- le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT ;
- la durée d'exécution de la prestation concernée soit supérieure à deux mois.

Elle sera versée au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché (partie à prix forfaitaire) ou du bon de commande conformément aux dispositions des articles 1 et 2-III du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 *relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique*.

A ce titre, le titulaire devra notifier au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de **la réception du bon de commande**. A défaut, ce dernier sera réputé avoir renoncé à l'avance.

Pour la partie à prix forfaitaire, une avance pourra être accordée à condition que le montant du marché HT soit supérieur à 50 000 € HT.

Pour rappel, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Nota : Pour chaque prestation, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement, etc.) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-17 et suivants du Code de la commande publique.

➤ Modalités de remboursement

En ce qui concerne les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être impérativement remboursée en son intégralité (en **une seule fois**) par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint **65%** du montant total TTC du marché pour la période concernée ou du /bon de commande.

En ce qui concerne les petites et moyennes entreprises :

Conformément aux dispositions des articles précités, l'avance versée au titulaire devra être remboursé par ce dernier en **deux fois** par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde de la manière suivante :

- Le 1^{er} remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des **prestations exécutées atteint 65%** du montant total TTC du marché pour la période concernée ou du /bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire ;
- Le 2nd remboursement devra impérativement intervenir lorsque le montant des prestations exécutées atteint **80%** du montant total TTC du marché pour la période concernée ou du /bon de commande. Le montant du remboursement correspondra à **50 %** du montant de l'avance versée au titulaire.

10.2 Les acomptes

En cours d'exécution, le titulaire pourra soumettre au pouvoir adjudicateur, tous les mois, une demande d'acompte sur présentation des factures afférentes à l'exécution des prestations attendues au titre de la mission. Les factures seront libellées en euros. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique. Cette dernière pourra rectifier la facture en fonctions des avances, pénalités et autres.

Cette demande d'acompte fera l'objet d'une acceptation expresse par le pouvoir adjudicateur après service fait et jugé conforme, sur la base des prix détaillés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et/ou du Bordereau de Prix Unitaires..

10.3. Paiement

Demande de paiement

La demande de paiement prend la forme de la présentation d'une facture électronique.

Cette facture électronique doit, sous peine de rejet, être conforme à la norme de facturation électronique mentionnée à l'article D. 2192-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la demande de paiement (facture) doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, n° Siret et adresse du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement, le numéro de de marché ;
- Le code Service ou Direction présent sur le marché ;
- La / les prestation(s) effectuée(s) ;
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée, conformément à l'acte d'engagement et à la DPGF ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total de la prestation exécutée ;
- La date.

Conformément à la loi du 2 janvier 2014 et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, les factures et demandes de paiement doivent obligatoirement être transmises par voie dématérialisée via le portail internet « Chorus Pro ».

Les textes applicables et la documentation afférente sont consultables sur le site de la Communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer ses factures électroniques sur Chorus Pro, le titulaire ou le mandataire devra identifier le code structure de l'EPFIF n° 49512000800026 et renseigner le code service **MO** ainsi que le numéro de bon de commande ou d'engagement.

Ce mode de transmission est exclusif de tous les autres.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités et les réfections imposées. Dans ce dernier cas, le montant rectifié sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

L'acte d'engagement ou un document annexe indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance déclarée, pour paiement de toute facture ou demande de versement d'avance, **une répartition financière détaillée devra être fournie.**

Cette dernière devra être transmise avant la 1ère demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement, qui est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du cotraitant concerné.

Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le titulaire adresse les factures à l'EPFIF après admission de l'EPFIF.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement au compte indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

Modalités de règlement

En ce qui concerne la partie traitée à prix global et forfaitaire, les sommes dues, diminuées le cas échéant des acomptes versés, feront l'objet d'un paiement au terme de l'exécution des missions attendues sur présentation, par le titulaire, des factures afférentes, après service fait et jugé conforme, sur la base du prix figurant à l'acte d'engagement et détaillé dans la Décomposition Globale et Forfaitaire. En ce qui concerne la partie traitée à prix unitaire par l'émission de bons de commande, les sommes dues au titre du présent marché, diminuées le cas échéant des acomptes versés, feront l'objet d'un paiement au terme de l'exécution du bon de commande sur présentation, par le titulaire, des factures afférentes, après service fait et jugé conforme, sur la base des prix figurant au Bordereau des Prix unitaires.

10.4 Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires seront versés.

Conformément au Décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, *« le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».*

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire du marché considéré peut demander au pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

11 MONNAIE DE COMPTE DU MARCHE

L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

12 VERIFICATION – RECEPTION - AJOURNEMENT

En application de l'article 29 du CCAG-PI, la décision par le pouvoir adjudicateur de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de la remise des documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29.1 du C.C.A.G-P.I. (acceptation tacite).

En cas de refus de l'élément de mission transmis par le titulaire, le maître d'ouvrage le met en demeure de reprendre et de transmettre cet élément de mission rectifié dans un délai qu'il fixe dans sa lettre de mise en demeure.

Si, au terme de ce délai, le titulaire n'a pas satisfait à ses obligations, le maître d'ouvrage procède à une nouvelle mise en demeure de production de l'élément demandé dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de cette mise en demeure. A défaut, il sera procédé à la résiliation pour faute du marché.

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

13 PENALITES

13.1. Généralités

Les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par l'EPFIF et notifiées au titulaire. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées au premier euro. Les montants des pénalités sont exprimés en euro HT.

Les pénalités peuvent se cumuler.

Le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne peut excéder 20% du montant total du marché HT.

13.2. Pénalités pour retard

Pour l'application des pénalités relatives aux délais, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements par le maître de l'ouvrage, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG–PI, une pénalité de 100 € HT s'applique par jour de retard ouvré notamment pour les délais indiqués à l'article 6.2.2 du présent CCAP.

13.3. Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire

En cas d'absence aux réunions, les pénalités suivantes seront appliquées sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 euros HT par absence sera appliquée.

13.4. Pénalités pour travail dissimulé

Après mise en demeure restée sans effet, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. Les pénalités seront retenues sur le montant du marché de l'entreprise en infraction.

13.5 Pénalités relatives au RGPD

En cas de non-respect des obligations relatives au RGPD, le titulaire encourt une pénalité égale à 2 % du montant du marché par manquement.

13.6 Pénalités pour non-respect de l'engagement environnemental

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG PI, en cas de manquement aux obligations prévues aux CCTP et CCAP concernant les dispositifs environnementaux, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros hors taxes par manquement.

13.6 Pénalités pour non-respect du dispositif d'insertion sociale

Conformément à l'article 16.1.5 du CCAG PI, En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée. En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur. En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas les appliquer ;

CHAPITRE IV - RESILIATION – LITIGES- ASSURANCE

14 RESILIATION

a. Résiliation pour faute

En complément des dispositions prévues à l'article 39 du C.C.A.G.-PI, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché dans les cas suivants :

- Incapacité à produire les attestations fiscales et sociales dans les délais impartis ;
- Incapacité à produire les justificatifs de renouvellement des assurances et certificats de compétences émis par un organisme de certification, lui-même accrédité ;
- Emploi de personnel non officiellement déclaré ;
- Sous-traitance non déclarée ;
- Non-respect répété des délais d'exécution des prestations ;
- Manquement répétés concernant l'exécution des prestations ;
- Tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les matériels employés ;
- Non respect de la confidentialité.

Dans les cas ci-dessus énumérés, le pouvoir adjudicateur serait en droit de résilier le marché en cause de plein droit après mise en demeure adressée au titulaire restée sans effet pendant un délai de 10 jours francs. Cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2344-1 et suivants du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché public.

Nota : la liste énumérée ci-dessous n'est point limitative. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser son pouvoir de résiliation unilatérale notamment en cas de manquement du titulaire du présent marché à ses obligations contractuelles.

b. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article L. 2195-3 du Code de la commande publique, le présent marché peut être résilié unilatéralement par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation fait l'objet d'un courrier adressé au titulaire (courrier recommandé avec accusé de réception).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, cette résiliation ne donnerait lieu au paiement d'aucune indemnité au profit du titulaire.

15 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions.

16 ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

17 REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au :

Tribunal Administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES CEDEX
Téléphone : 01 39 20 54 00 / Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Le titulaire pourra également demander que les litiges ou les différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient soumis à l'avis du Comité Consultatif de Règlement Amiable.

Les frais d'expertise éventuellement engagés seront à la charge du titulaire sauf décision contraire du comité.

18 ASSURANCE

Il est prévu dans le délai indiqué dans le courrier d'attribution et avant tout commencement d'exécution, que le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, en cours d'exécution du marché, il pourra être demandé au titulaire de fournir l'attestation d'assurance dans les 15 jours.

19 MODIFICATIONS DU MARCHE

En application des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché peut être modifié notamment dans les cas suivants :

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel qu'en soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la double condition qu'un changement de titulaire :

A) soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

B) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

- Lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ;
- Lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens publiés au Journal officiel de la République française et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés publics de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

CHAPITRE V - CLAUSES DIVERSES

20 DISPOSITIONS PARTICULIERES

20.1. Non validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les clauses invalidées.

20.2. Référence

Si le titulaire veut user de la référence de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, il sera tenu d'en demander à celui-ci l'autorisation préalable.

20.3. Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

20.4. Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

20.5. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au titre des accords-cadres et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de ces derniers.

Ces droits sont créés au fur et à mesure de la réception des prestations.

21 RGPD

Par application de l'article 5.2 du CCAG PI, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties, à savoir le pouvoir adjudicateur, et les titulaires des marchés dénommés «les sous-traitants», s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (EU) 2016/679 du Parlement 6/16 Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018, ci-après dénommé «le règlement européen sur la protection des données» et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les parties s'engagent à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet des accords-cadres ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présents accords-cadres ;
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité nécessaires à la protection des dites données ;
- Se communiquer le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données, s'ils en ont désigné un conformément à l'article 37 du « règlement européen sur la protection des données » ;

Le pouvoir adjudicateur a nommé délégué à la protection des données (DPD) Mme Ségolène DE BRETAGNE, laquelle est joignable par mail (dpd@epfif.fr) ou par voie postale (Madame la Déléguée à la Protection des Données – EPFIF – 4 – 14 rue Ferrus – 75014 Paris)

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Recueillir, en cas de recrutement d'autres sous-traitants ultérieurs, l'autorisation écrite, préalable et spécifique du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le ou les sous-traitants ultérieurs présentent les mêmes garanties suffisantes et appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences «du règlement européen sur la protection des données». Si le ou les sous-traitants ultérieurs ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par l'autre ou les autres sous-traitants de leurs obligations.
- A l'échéance du marché, les sous-traitants s'engagent à adresser toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement et à détruire celles-ci de sorte qu'ils n'en conservent aucune sous quelque forme que ce soit.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information des sous-traitants. Une fois ces copies détruites, les sous-traitants doivent justifier par écrit de la destruction auprès du responsable de traitement.

Cf. annexe RGDP dédiée à l'Acte d'Engagement

22 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Toutes les dispositions du CCAG-PI s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent cahier.

Articles	CCAP	CCAG-PI
Ordre des pièces contractuelles	Article 5	Article 4.1
Sous-traitance	Article 4.1	Article 3.6.3
Pénalités	Article 13.1	Article 14
Pénalités pour retard	Article 13.2	Article 14.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	Article 14.b	Article 40